

NOUVELLES *de l'* **UIT**

itunews.itu.int

La réglementation collaborative

Unir les forces pour mettre plus vite les TIC au service du développement

Edition spéciale
Colloque mondial
des régulateurs
Charm el-Cheikh, Egypte



Evaluer et gérer la demande en spectre de demain avec LS telcom



Tomorrow's **Communications**

Designed Today

Solutions de gestion et de contrôle du spectre –
conception, implémentation et optimisation
de réseaux.

LS  **telcom**
www.LStelcom.com



De l'importance de la réglementation collaborative

Houlin Zhao, Secrétaire général de l'UIT

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) constituent la dorsale de l'économie numérique d'aujourd'hui. La création des conditions qui permettront à la nouvelle économie de prospérer dans le monde entier exige néanmoins une collaboration sans précédent entre les secteurs. Il est donc primordial de développer un environnement économique approprié.

C'est pourquoi le Colloque mondial des régulateurs (GSR-16) a été placé cette année sous le thème de la réglementation collaborative. A cette occasion, les régulateurs, décideurs, dirigeants du secteur et autres grandes parties prenantes du secteur des TIC se sont réunis dans la belle ville de Charm el-Cheikh (Egypte) pour procéder à un échange de vues et identifier les bonnes pratiques. Les participants ont également proposé des solutions innovantes, tiré profit des excellentes occasions de nouer des contacts et apprécié l'hospitalité offerte sous les auspices du Président Abdel Fatah el-Sisi.

Le GSR a revêtu une importance particulière cette année, s'agissant du premier Colloque tenu depuis que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté les Objectifs historiques de développement durable (ODD) à l'automne dernier. Le secteur des TIC sera absolument

déterminant pour permettre d'atteindre les ODD. Mais le succès requiert une collaboration encore plus étroite entre le secteur des TIC et le secteur financier — d'une part, pour encourager l'utilisation des TIC dans les opérations financières et, d'autre part, pour engager le secteur financier dans les prochaines étapes du développement de l'infrastructure.

Les principaux acteurs financiers ont rejoint le GSR-16 cette année en prenant part au premier Forum préliminaire à la conférence sur l'inclusion financière numérique. Ils ont par ailleurs pleinement participé tout au long du GSR-16, en ouvrant d'intéressantes perspectives sur les possibilités d'association avec les régulateurs TIC et les autres parties prenantes pour créer un écosystème de services financiers numériques (SFN) capable de stimuler l'économie et de contribuer à l'éradication de la pauvreté.

Cette édition spéciale des «Nouvelles de l'UIT» montre que le dialogue lancé sur les berges de la péninsule du Sinaï s'inscrit dans le cadre des initiatives actuelles de l'UIT pour encourager la réglementation collaborative sur l'année à venir, et ce, jusqu'au prochain GSR qui se tiendra du 11 au 14 juillet 2017 aux Bahamas. Nous vous souhaitons une bonne lecture!

La réglementation collaborative

Edition spéciale | Colloque mondial des régulateurs



Editorial

- 1 De l'importance de la réglementation collaborative
Houlin Zhao, Secrétaire général de l'UIT

Temps forts du GSR-16

- 3 L'Égypte accueille les dirigeants du secteur des TIC du monde entier à l'édition de 2016 du GSR
- 4 Message du Directeur
- 5 De nouvelles façons pour les dirigeants de partager les meilleures pratiques
- 8 Interventions vidéo

Principaux résultats du GSR-16

- 9 S'adapter au nouveau paysage réglementaire
- 12 «L'inclusion financière numérique» prend de l'ampleur

Contributions au leadership intellectuel

- 16 Les services financiers numériques et la nécessité d'un dialogue mondial
Par Sacha Polverini
- 18 La réglementation collaborative: les enseignements tirés de l'Égypte
Par l'Autorité nationale de réglementation des télécommunications de l'Égypte (NTRA)

ISSN 1020-4156
itunews.itu.int
6 numéros par an
Copyright: © UIT 2016

Rédacteur en Chef: Matthew Clark
Concepteur artistique: Christine Vanoli
Graphiste: Maria Candusso
Assistante d'édition: Angela Smith
Responsable des abonnements:
Albert Sebgarshad

Déni de responsabilité: les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs des articles et n'engagent pas l'UIT. Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données, cartes comprises, qui y figurent n'impliquent de la part de l'UIT aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les références faites à des sociétés ou à des produits spécifiques

n'impliquent pas que l'UIT approuve ou recommande ces sociétés ou ces produits, de préférence à d'autres, de nature similaire, mais dont il n'est pas fait mention.

Rédaction/Publicité:
Tél.: +41 22 730 5234/6303
Fax: +41 22 730 5935
E-mail: itunews@itu.int

Adresse postale:
Union internationale des
télécommunications
Place des Nations
CH-1211 Genève 20 (Suisse)

Sauf indication contraire, toutes les photos sont des photos UIT.

Photo de couverture: Shutterstock



L'Égypte accueille les dirigeants du secteur des TIC du monde entier à l'édition de 2016 du GSR





■ Message du Directeur

Je tiens ici à remercier très sincèrement le Gouvernement de l’Egypte et l’*Autorité nationale de réglementation des télécommunications* (NTRA) pour la chaleureuse hospitalité dont ils ont fait preuve lors de l’édition de cette année du Colloque mondial des régulateurs (GSR).

Le nombre élevé de participants — plus de 500 en provenance de presque 70 pays — confirme que le GSR est bien la rencontre de régulateurs du secteur des TIC la plus importante au monde, qui attire des experts de toute la planète. Le GSR offre une tribune sans parti pris qui favorise les échanges d’idées et de bonnes pratiques et encourage les réformes en profondeur qui stimulent l’investissement.

Je voudrais me faire l’écho des paroles du Secrétaire général et souligner qu’aujourd’hui, plus que jamais, nous devons tous nouer un dialogue inclusif et élaborer des solutions innovantes pour tirer parti des nouveaux débouchés qui s’ouvrent à nous.

A l’heure actuelle, personne, dans aucune branche d’activité, ne peut imaginer vivre sans les technologies de l’information

et de la communication (TIC). Les décideurs, les régulateurs, les entreprises du secteur privé et toutes les parties prenantes doivent instaurer un dialogue inclusif qui encourage la mise en place dans tous les secteurs d’un environnement réglementaire favorable permettant d’exploiter le potentiel quasi illimité des TIC en vue de parvenir au développement durable pour tous.

Les TIC sont, de plus en plus, reconnues comme étant un pilier essentiel de nombreux aspects de la vie dans l’écosystème postconvergence. Il est impératif, dans le monde d’aujourd’hui, de passer des politiques et d’une réglementation verticales à des politiques et à une réglementation placées sous le signe de la collaboration.

Le GSR-16 restera dans nos mémoires comme une étape importante dans cette direction. Nous avons unis nos forces, d’un secteur à l’autre, pour lancer un débat structuré sur la réglementation collaborative qui nous permettra de tirer collectivement parti des TIC pour atteindre les Objectifs de développement durable et améliorer les conditions de vie de tous.

Brahima Sanou

Directeur

Bureau de développement des télécommunications (BDT)

TEMPS FORTS DU GSR-16

De nouvelles façons pour les dirigeants de partager les meilleures pratiques



■ De nouvelles façons pour les dirigeants de partager les meilleures pratiques

Plus de 500 dirigeants de 70 pays se sont réunis cette année du 11 au 14 mai à Charm el-Cheikh (Egypte), dans le cadre du Colloque mondial des régulateurs 2016 (GSR-16).

Les participants au GSR — plus vaste réunion spécialisée de régulateurs du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) et d'experts en politiques — ont étudié diverses questions, parmi lesquelles: l'intelligence artificielle; «l'Internet des objets»; les nouvelles plates-formes numériques; la confidentialité, la confiance et la cybersécurité; et l'entreprenariat numérique.

Le GSR est un forum unique qui a pour but d'encourager les mesures réglementaires communes pour dynamiser la croissance des TIC et améliorer la vie des citoyens. Le GSR a de fait revêtu une importance particulière cette année, compte tenu du rôle

essentiel que les TIC vont être amenées à jouer dans la réalisation des nouveaux Objectifs de développement durable (ODD) définis par l'Organisation des Nations Unies (ONU).

«Cette édition du GSR a rencontré un franc succès», a déclaré le Secrétaire général de l'UIT, M. Houlin Zhao. «Je me réjouis du fait que, dans le monde connecté et intelligent dans lequel nous vivons, où le secteur des TIC est au cœur de la croissance économique et du progrès social, nous sommes unanimes à considérer le renforcement de la collaboration comme essentiel. La mise en place d'un cadre propice à l'innovation et au développement de nouveaux modèles économiques, mais qui préserve aussi les droits des consommateurs, est également primordiale et nécessite de renforcer la réglementation collaborative entre secteurs.»



« Nous devons partager cette responsabilité pour développer nos économies. »

Yasser Elkady,
Président du GSR-16
et Ministre des communications
et des technologies de
l'information de l'Égypte

«Le Colloque Charm el-Cheikh marque le début»

Les participants au GSR-16 ont convenu que les questions auxquelles ils étaient confrontés dans un monde où la convergence des TIC ne cesse de s'accélérer étaient si importantes — et en même temps si complexes — qu'une collaboration sans précédent était nécessaire.

«Nous devons partager cette responsabilité de développer nos économies», a déclaré le Président du GSR-16 Yasser Elkady, Ministre égyptien des technologies de l'information et de la communication et Président du Conseil d'administration de l'Autorité nationale de réglementation des télécommunications de l'Égypte (NTRA).

«Le Colloque Charm el-Cheikh marque le début de la discussion sur la réglementation collaborative» a ajouté M. Brahim Sanou, Directeur du Bureau de développement des télécommunications (BDT) de l'UIT. «Ce type de réglementation nous permettra d'atteindre les Objectifs de développement durable [des Nations Unies] et de toucher les couches les plus vulnérables de la société».

Nouvelle orientation sur la finance numérique

Le GSR-16, cette année, a mis l'accent sur les services financiers numériques compte tenu de la croissance rapide du secteur et de sa capacité à pouvoir améliorer la vie des citoyens.

Les acteurs financiers tels que l'Alliance pour l'inclusion financière et les dirigeants de banques centrales de plusieurs pays ont figuré en bonne place dans les sessions du Forum et dans les discussions avec les principaux dirigeants du secteur des TIC, ce qui reflète la convergence actuelle entre deux des secteurs les plus fortement réglementés.

Plusieurs conférenciers et présentateurs ont souligné la nécessité pour les régulateurs dans le domaine financier et dans le domaine des TIC de travailler ensemble pour fournir des solutions globales qui tiennent compte de la totalité de la chaîne de valeur.

«La réglementation n'intervient pas que du côté des télécommunications», a précisé M. Amr Badawi, membre du conseil de l'Autorité nationale de réglementation des télécommunications, Égypte. «La réglementation financière doit être en place et la collaboration doit fonctionner entre les deux régulateurs pour parvenir à l'inclusion financière numérique».

Aussi la première journée du GSR-16 a-t-elle été entièrement consacrée au **Dialogue mondial sur l'inclusion financière numérique**, une conférence thématique d'un nouveau genre organisée en amont du Colloque, avec le soutien de la Fondation Bill & Melinda Gates et la collaboration d'autres partenaires.

Le Dialogue a inclus une discussion détaillée sur le type de réglementation à mettre en place pour soutenir les nouveaux modèles de transactions numériques, les plates-formes de paiement et les technologies innovantes — de même que sur le rôle des principaux intervenants pour combler les lacunes émergentes au niveau technique, commercial et réglementaire.

Forum de discussion secteur privé-régulateurs

Cette année plus que jamais, le GSR a mis en lumière l'importance de la collaboration réglementaire afin de lever les barrières qui entravent la croissance des TIC et le progrès économique qui va avec. A ce titre, les sessions du Dialogue mondial secteur privé-régulateurs (GRID) mené en parallèle ont porté sur les thèmes suivants: Comment ouvrir la voie à l'adoption de l'Internet des objets? Comment inclure les personnes sans banque et non connectées dans la société intelligente d'aujourd'hui? Que peuvent faire les régulateurs pour faciliter l'entrepreneuriat dans l'économie numérique? Comment maintenir la confiance en sécurisant le commerce électronique, les transactions financières et les identités numériques?

La réunion de l'Association des régulateurs (AR), tenue lors du GSR-16, a offert un forum indispensable et impartial pour discuter de la coopération entre les associations réglementaires entre les différentes régions. Cette réunion a porté une grande attention à la définition des lignes directrices et des recommandations stratégiques pouvant créer un environnement favorable au marché international de l'itinérance mobile.

Le GSR-16 a également été le lieu d'un débat animé lors de la réunion des directeurs de la réglementation dans le secteur privé. Il s'agissait de la sixième réunion des directeurs de la réglementation et les participants issus de secteurs différents n'ont pas hésité à formuler des suggestions sur la manière de collaborer pour que le secteur privé puisse s'exprimer d'une seule voix au moment de proposer des réformes réglementaires devant les décideurs.

«Que faire concernant la réglementation des réseaux de prochaine génération? Quelles sont les solutions à effet rapide? Quelle attitude adopter vis-à-vis des régulateurs qui souhaitent travailler avec nous demain?» a demandé le Président de Bocar Ba, responsable des questions de réglementation, dans un appel à l'action lancé aux collègues présents. «Nous voulons montrer que le secteur privé est capable de collaborer avec le secteur public à des fins d'harmonisation. Nous avons une opportunité. Nous avons un forum».

Par ailleurs, le programme du GSR de cette année prévoyait pour le dernier jour du colloque deux sessions en parallèle, l'une à l'intention des régulateurs, réservée aux régulateurs et aux décideurs, et l'autre à l'intention du secteur privé, ouverte à tous les membres du privé. Les participants à la session du secteur privé ont discuté de la nécessité de montrer aux gouvernements combien les politiques réglementaires lentes et inégales inhibent la croissance et combien les politiques harmonisées et prévisibles, à l'inverse, stimulent l'adoption des TIC — et la croissance économique. Ils ont également discuté de l'outil de **suivi réglementaire de l'UIT (Regulatory Tracker)**, susceptible de favoriser la réglementation collaborative.

Résultats et publications

Certaines parties des sessions du Forum se sont appuyées sur les documents de travail du GSR-16. Les auteurs de certains documents concernant par exemple la réglementation de cinquième génération, le maintien de la confiance ou l'impact

« Nous devons tirer parti des technologies de rupture pour s'assurer que tous les citoyens de la planète sont inclus. »

Kathleen Riviere-Smith,
Directrice exécutive, Utilities
Regulation and Competition
Authority (URCA), Bahamas



des technologies émergentes et de l'économie des «apps» sur la réglementation ont présenté leurs conclusions lors des sessions pertinentes. (Voir les documents de travail [ici](#).)

Pendant la cérémonie de clôture, M. Amr Badawi, membre du conseil d'administration de la NTRA, a présenté les conclusions du **Dialogue mondial sur l'inclusion financière numérique**, qui s'est tenu le 11 mai. Il a également présenté les **Lignes directrices du GSR-16 relatives aux bonnes pratiques pour une réglementation collaborative en faveur de l'inclusion financière numérique**.

Les résultats du GSR-16 seront intégrés dans la 17^e édition du rapport phare sur la réglementation publié chaque année par l'UIT. Voir le dernier rapport **Tendances des réformes dans les télécommunications 2016** (16^e édition).

Poursuite des travaux

Quels que soient les sujets abordés, le cadre du GSR-16 et les commentaires des leaders en présence ont toujours mis l'accent sur la mission essentielle de l'UIT, qui consiste à connecter le monde pour améliorer la vie.

Kathleen Riviere-Smith, Directrice exécutive, *Utilities Regulation and Competition Authority (URCA)*, Bahamas — le pays hôte du GSR de l'année prochaine, qui se tiendra du 11 au 14 juillet 2017 — a bien saisi l'esprit: «Nous devons tirer parti des technologies de rupture pour s'assurer que tous les citoyens de la planète sont inclus» a-t-elle déclaré.

«Nous ne voulons pas regarder en arrière, nous voulons aller de l'avant.»

Interventions vidéo

Plusieurs dirigeants des secteurs public et privé ont pénétré notre studio vidéo du GSR-16 pour exprimer leurs points de vue sur la façon de faire progresser la réglementation collaborative à une époque de grands changements. Quelques exemples:

“ Vous devez être dynamique dans le modèle réglementaire que vous adaptez. Vous ne devez pas perdre de vue l’aspect commercial sur la façon dont vous allez ... inclure plus de gens dans les services financiers numériques et mobiles. ”



“ La confiance est l’un des principaux piliers de toute société de l’information, en particulier lorsqu’il est question de services intelligents et d’applications intelligentes. ”



“ Nous allons assister à la quatrième révolution industrielle. Nous devons adopter la bonne attitude pour stimuler la croissance du secteur privé. ”



“ Il nous faut un modèle de réglementation «5G». Nous devons adopter une approche souple, qui diminue les risques et encourage les entreprises à faire des expériences. ”



Regardez la vidéo des temps forts du GSR-16 pour vous rendre compte de la nature dynamique du Colloque de cette année, tenu à Charm el-Cheikh (Egypte).





Shutterstock

■ S'adapter au nouveau paysage réglementaire

Le rythme actuel du changement technologique exige une méthode réglementaire très différente de la part des gouvernements qui souhaitent tirer profit des possibilités énormes que les technologies de l'information et de la communication (TIC) offrent pour accélérer le développement socio-économique.

«Aujourd'hui, nous vivons dans une société de machines plus intelligentes, de robots, d'automobiles plus intelligentes. De drones, de villes intelligentes — et ceci domine l'économie mondiale et la société mondiale» affirme Kemal Huseinovic, Chef du Département des infrastructures, de l'environnement propice et des cyberapplications du Secteur du développement de l'UIT. «Les régulateurs du monde entier sont devenus plus conscients de l'évolution de l'écosystème».

Quelles sont les caractéristiques de cet écosystème évolutif? Et quelles méthodes réglementaires seront les plus efficaces pour stimuler une croissance inclusive et durable des TIC? Des ministres, des autorités de réglementation de premier plan et de

grandes sociétés du domaine de la technologie ont examiné de près ces questions essentielles à l'occasion du Colloque mondial des régulateurs de l'UIT (GSR-16) qui s'est tenu du 11 au 14 mai à Charm el-Cheikh, en Egypte.

«En ce qui concerne l'Internet des objets et les villes intelligentes, nous devons réfléchir à la réglementation de façon véritablement collective et globale» a affirmé Sherif Hashem, vice-président de la cybersécurité à l'Agence nationale de réglementation des télécommunications égyptienne (NTRA).

En effet, tous les participants ont relevé le besoin urgent de travailler ensemble en cette période de grande convergence et de changements profonds.

«Nous devons passer de la réglementation verticale à la réglementation fondée sur la collaboration» a souligné Brahim Sanou, Directeur du Bureau de développement des télécommunications de l'UIT (BDT), lors de son allocution d'ouverture qui a donné le ton du Colloque.



“ En ce qui concerne l'Internet des objets et les villes intelligentes, nous devons réfléchir à la réglementation de façon véritablement collective et globale ”

Sherif Hashem, Vice-Président de la cybersécurité à l'Agence nationale de réglementation des télécommunications égyptienne

Un paysage nouveau et complexe

«Les TIC sont à présent au cœur de toute activité économique», selon Scott Minehane, directeur chez Windsor Place Consulting et co-auteur du document de travail **The Race for Scale: Market Power, Regulation and the App Economy (La course à la dimension: le pouvoir du marché, la réglementation et l'économie des applis)** du GSR-16. «Toutes les choses qui sont aujourd'hui des éléments perturbateurs deviendront la norme demain».

Les participants au GSR-16 ont examiné la manière de faire face à une série de tendances perturbatrices des TIC — de l'essor d'acteurs «over the top» (OTT) très appréciés comme Netflix, Skype et WhatsApp à des questions relatives aux nouvelles technologies 5G et à l'Internet des objets, sans oublier les exigences en matière de contenu local.

«L'innovation vient des entreprises des TIC... Les opérateurs de télécommunication sont derrière. Les régulateurs sont loin derrière» a affirmé Bocar Ba, Directeur général du SAMENA Telecommunications Council et Président de la réunion des directeurs de la réglementation de l'UIT. «Les KPI [indicateurs fondamentaux de performance] que nous avons dans le passé ne fonctionneront pas. Ils ne sont pas pertinents».

Comment les régulateurs s'adaptent-ils aux réalités changeantes?

«Il nous sera difficile de déterminer quelles technologies seront importantes et comment elles vont s'adapter les unes aux autres» a souligné Peter Pitsch, Directeur exécutif mondial d'Intel Corporation. «La réponse est que les régulateurs doivent trouver le meilleur processus de découverte possible. J'entends par là qu'ils doivent mettre en place un système qui élabore de bonnes informations et des encouragements à agir sur la base de ces informations, du bas vers le haut. Il y aura beaucoup d'investissements et de prises de risque et, franchement, beaucoup

d'expérimentation. Une idée concrète est de proposer des licences de longue durée et souples... En définitive, trouver ce bon processus de découverte revient à découvrir ce qui fonctionne pour les consommateurs».

Une réglementation peu contraignante et souple

Ce sentiment a été largement partagé pendant le GSR-16. Mieux servir les consommateurs de TIC signifie qu'il y aura plus de citoyens connectés, plus d'emplois et une meilleure croissance économique. Comment les régulateurs peuvent-ils apporter leur contribution? En agissant lentement, avec prudence et en restant souples, d'après de nombreux participants.

«La technologie progressera toujours plus vite que la réglementation. Très souvent, les régulateurs interviennent prématurément» a relevé Shiv Bakhshi, Vice-Président des relations avec le secteur privé chez Ericsson. «Laissez les technologies prendre forme avant de réglementer. Une réglementation trop contraignante n'est jamais une très bonne idée. Une réglementation peu contraignante est toujours préférable».

M. Minehane a réitéré l'importance de la souplesse, suggérant que les régulateurs allègent la réglementation pour que les opérateurs de télécommunication traditionnels aient plus de souplesse pour entrer en concurrence dans l'économie des applis. Il a aussi souligné que les nouveaux arrivants devaient recevoir des licences temporaires pour que les régulateurs puissent les évaluer et apporter les changements nécessaires en vue de licences à plus long terme.

«Adopter des politiques et des cadres plus souples ... reste plus essentiel aujourd'hui que jamais» a affirmé Jose Toscano, Directeur général de l'Organisation internationale des télécommunications par satellite (ITSO), alors qu'il animait un débat de dirigeants du secteur privé consacré aux nouveaux KPI réglementaires pour ce secteur.

«La réglementation ne peut pas être statique, elle doit être dynamique» a relevé Amr Badawi, membre du conseil de la NTRA égyptienne, alors qu'il ouvrait un débat animé consacré à la réglementation à l'ère de l'Internet des objets. «Les TIC jouent un rôle considérable dans les villes intelligentes. Si nous n'avons pas les réglementations appropriées, ou des réglementations excessives, nous risquons de tuer la croissance».

« Toutes les agences doivent être alignées et dire: Oui, nous allons faire cela. »

Harinderpal Singh Grewal,
Directeur de groupe (gestion des ressources et de l'interconnexion)
de l'Autorité de développement InfoComm
de Singapour



«[La réglementation] doit être différente de ce qu'elle était il y a 10 ans» a relevé Giacomo Mazzone, Chef des relations institutionnelles à l'Union européenne de radio-télévision (UER). «Des organismes de réglementation séparés ne peuvent plus fonctionner. Nous devons aller au-delà des frontières traditionnelles. Nous devons respecter des principes de base qui peuvent s'appliquer de façon transfrontalière».

«Réglementation de cinquième génération»

«Nous nous trouvons au seuil de la réglementation de cinquième génération» a remarqué Sofie Maddens, chef de la Division de l'environnement réglementaire et commercial du BDT. «La nécessité d'une réglementation fondée sur la collaboration est bien comprise. Il faut une perspective d'ensemble. Il faut un dialogue inclusif entre tous les secteurs».

«La réglementation de cinquième génération» comprend des principes communs comme l'innovation, l'efficacité et la collaboration pour surmonter les obstacles communs comme l'interopérabilité, la qualité du service, le partage de données et la sécurité. «Une réglementation collaborative signifie le partage de principes directeurs et de bonnes pratiques et la définition de mécanismes de coopération» a relevé Mme Maddens, soulignant que le GSR-16 était un endroit approprié pour commencer à agir dans ce sens.

Un exemple de réussite de la réglementation collaborative vient de la ville-Etat de Singapour, un leader reconnu dans le domaine de la stratégie et de la mise en œuvre des TIC. Le projet de Singapour de devenir un acteur principal des villes intelligentes à l'ère de l'Internet des objets a déjà exigé une coordination sans précédent — et un objectif commun.

«La vision de Singapour est appuyée par l'ensemble du Gouvernement» a relevé Harinderpal Singh Grewal, Directeur de groupe (gestion des ressources et de l'interconnexion) de l'Autorité de développement InfoComm de Singapour (IDA). «Toutes les agences doivent être alignées et dire: Oui, nous allons faire cela... Si vous voulez que les données soient interopérables et partagées entre de nombreux secteurs différents, vous devez vous réunir pour décider comment ces normes peuvent être mises en place».

La bonne nouvelle, c'est que les régulateurs commencent à collaborer davantage de manière intersectorielle — et pas seulement à Singapour. «Les régulateurs du monde entier comprennent qu'ils doivent s'adapter à un environnement évolutif» a déclaré M. Huseinovic de l'UIT. «Ils interagissent de plus en plus avec d'autres secteurs».

Mais quelle est la meilleure façon de mettre en commun de bonnes pratiques pour que les régulateurs puissent apprendre les uns des autres en matière de mise en œuvre de la réglementation collaborative de cinquième génération?

«L'UIT peut examiner les bonnes pratiques de différents pays» a souligné Al-Ansari Almashakbeh, Vice-Président et Membre du Conseil de la commission de réglementation des télécommunications de Jordanie, suscitant l'approbation de nombre de participants. «Je pense que l'UIT peut jouer un rôle important en collectant des données et [en réalisant] des études de cas».



■ «L'inclusion financière numérique» prend de l'ampleur

Alors que les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont de plus en plus ancrées dans notre tissu social et économique, les services financiers numériques deviennent rapidement un élément essentiel de l'écosystème des TIC.

Le potentiel commercial considérable des services financiers numériques n'est dépassé que par son potentiel à améliorer la vie des personnes, notamment des quelque 2 milliards d'adultes non bancarisés dans le monde qui n'ont aucun accès aux services financiers de base. Toutefois, la pression exercée sur les pouvoirs publics et les sociétés privées pour qu'ils répondent à la demande croissante de services financiers numériques entraîne nombre de questions réglementaires complexes car ils sont au point de convergence de deux des secteurs les plus fortement réglementés.

Plus que jamais, une collaboration étroite entre le secteur financier et le secteur des TIC est essentielle. C'est pourquoi, cette année, le Colloque mondial des régulateurs (GSR-16) a été précédé pour la première fois d'une conférence thématique pour un «Dialogue mondial sur l'inclusion financière numérique», organisée le 11 mai avec l'appui de la Bill and Melinda Gates Foundation et en collaboration avec d'autres partenaires.

Le but du Dialogue mondial est de réunir des régulateurs des télécommunications et des TIC du monde entier — et d'autres parties prenantes concernées — pour examiner les synergies et les chevauchements réglementaires, renforcer la collaboration pluridisciplinaire et définir de nouvelles méthodes réglementaires pour l'inclusion financière numérique. Les questions abordées pendant cette conférence préliminaire ont aussi été examinées pendant toute la durée du GSR-16 et le seront au cours des mois et années à venir.



“ La révolution mobile peut devenir un facilitateur puissant de l'inclusion financière numérique. ”

Ram Sewak Sharma,
Président de l'Autorité indienne
de réglementation des
télécommunications

«L'ensemble des questions et problèmes à résoudre est très complexe» a relevé Sacha Polverini, responsable principal du programme «Financial Services for the Poor» (Services financiers pour les pauvres) de la Fondation Bill & Melinda Gates et président du groupe spécialisé de l'UIT-T sur les services financiers numériques. «L'environnement réglementaire doit faciliter les activités et non créer des goulets d'étranglement».

Vastes possibilités, vastes défis

Pendant tout le GSR-16, la salle de conférence de Charm el-Cheikh a résonné des immenses possibilités évoquées par des dirigeants distingués énumérant des données statistiques qui attestent le potentiel de transformation des services financiers numériques.

«La révolution mobile peut devenir un facilitateur puissant de l'inclusion financière numérique» a relevé Ram Sewak Sharma, Président de l'Autorité indienne de réglementation des télécommunications.

Fournir des solutions bancaires mobiles aux personnes non bancarisées «n'est pas seulement une bonne action, mais c'est aussi bon pour les affaires» a déclaré Khalid Elgibali, président de MasterCard pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, expliquant l'effort accompli par MasterCard pour donner accès à des services financiers à 500 millions de personnes qui en sont exclues d'ici à 2020.

Toutefois, tirer profit des possibilités d'inclusion financière numérique exigera une coordination sans précédent entre les acteurs du secteur privé et ceux du secteur public dans les écosystèmes convergents des TIC et de la finance, selon les participants au GSR.

«Le vrai défi pour l'essor des services mobiles dans un pays en développement est de créer le lien entre les utilisateurs et la chaîne de valeur» a relevé Ahmed A. Faragallah, Chef du Département des systèmes de paiement de la banque centrale

d'Égypte. «Vous devez créer tout un écosystème» qui réunit les parties prenantes de la finance et des TIC. Ces dernières doivent s'adapter ensemble pour répondre aux besoins évolutifs des consommateurs.

Différents acteurs peuvent apporter différents atouts nécessaires à l'équation. Par exemple, M. Faragallah a souligné que l'utilisation de données mobiles de grands opérateurs de réseaux mobiles pourrait être très utile pour se mettre au service de certains segments de la clientèle avec des produits financiers sur mesure. Il a cité Google et Samsung et a affirmé: «Pourquoi lancent-ils des services de paiement? Parce qu'ils comprennent très bien leurs clients.»

Cependant, réunir tous les différents acteurs est une tâche énorme

«Nous parlons de la manière dont les systèmes [techniques] communiquent entre eux, mais il existe un type plus fondamental d'interopérabilité [humaine]: entre les secteurs et entre les régulateurs essentiels ou les décideurs qui participent à ce débat — les régulateurs des TI, les régulateurs des télécommunications, les régulateurs financiers» a relevé Tunmbi Idowu, Chef de la conformité et de la maîtrise des risques chez Ericsson. «Actuellement, nous travaillons tous de façon isolée, mais quand vous avez un cadre réglementaire fondé sur le dialogue, cela permet d'instaurer la confiance et le partenariat.»

La mise en œuvre: «ce n'est pas un travail pour les esprits timorés»

«[L'inclusion financière numérique] doit être un travail d'équipe — un véritable partenariat public-privé — et c'est une condition indispensable à sa réussite» a affirmé M. Elgibali de chez MasterCard. «Ce n'est pas un travail pour les esprits timorés. A court et moyen terme, ce ne sera peut-être pas très lucratif. Mais si vous adoptez une perspective à suffisamment long terme et que vous comprenez les avantages qui pourraient se concrétiser, alors c'est sans aucun doute la chose à faire.»

En effet, il faut une vision globale et sur le long terme pour justifier l'investissement nécessaire à la fourniture de services numériques financiers — en particulier dans certaines des petites économies des pays en développement où le besoin d'inclusion financière numérique est le plus pressant.

Thierry Millet — Premier Vice-Président d'Orange Money, Mobile Payments and Contactless (paiements sur mobile et sans contact) chez Orange, le géant français des télécommunications — le sait aussi bien que quiconque. Depuis le lancement des services de paiement sur mobile en Côte d'Ivoire en 2008, Orange est désormais présent dans 14 pays et réalise 25 fois plus de transactions qu'il y a quatre ans. L'utilisation par client a aussi presque doublé. «Il existe une puissante dynamique pour ces nouveaux services. La demande des marchés de masse est ... forte» a affirmé M. Millet. Toutefois, a-t-il relevé, la valeur totale des transactions par personne est inférieure à 300 euros par mois et il faut de 3 à 4 ans pour atteindre une masse critique de production pour le lancement de services de paiement par mobile sur un nouveau marché. «Nous disons que quiconque travaille sur ces initiatives travaille pour le bénéfice de ses successeurs» affirme M. Millet. «La plus grande partie de cette activité est un investissement à long terme.»

C'est pourquoi M. Millet souligne le besoin d'une méthode réglementaire coordonnée et collaborative. «Ce secteur est encore très jeune» dit-il. «Il est très important d'avoir une méthode fondée sur la collaboration car cela contribue réellement à l'innovation.» Il a souligné la nécessité que les régulateurs financiers laissent une place aux acteurs non financiers et l'interopérabilité comme étant des éléments clés de la réussite. Mais surtout, les acteurs du secteur privé ont besoin d'un environnement réglementaire sur lequel ils peuvent compter dans la durée. «Nous avons besoin d'un cadre réglementaire durable et sûr pour justifier l'investissement» a relevé M. Millet.

Comment la finance et les TIC peuvent travailler ensemble

«Les régulateurs financiers sont connus pour leur approche très mesurée et prudente du changement. Dans le monde en développement, cette réputation est renversée», a affirmé Alfred Hannig, Directeur exécutif de l'Alliance pour l'inclusion financière, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture du GSR-16. Il a donné des exemples en Afrique de l'Est, citant notamment la manière dont la banque centrale de Tanzanie a fait une déclaration explicite en 2011 en faveur de l'inclusion financière. Depuis lors, a-t-il relevé, la Tanzanie a fourni à plus de 50% de sa population adulte un accès aux services bancaires, plus d'un an avant la date prévue, et a relevé son objectif à 70%. Ce dernier objectif a été dépassé, faisant de ce pays un «véritable leader mondial»

« La banque centrale d'Égypte a placé l'inclusion financière au sommet de ses priorités. »

Eng Ayman Hussein, Directeur adjoint pour les systèmes de paiement et les technologies de l'information à la banque centrale égyptienne



de l'inclusion financière numérique. M. Hannig a donné d'autres exemples de pays dans le monde qui ont connu une forte croissance des services financiers numériques. Il a souligné que ces réussites présentaient une caractéristique commune: «une collaboration solide entre les régulateurs de la finance et les régulateurs des télécommunications.»

L'Égypte, pays hôte du GSR-16, suit cet exemple. «La Banque centrale d'Égypte a placé l'inclusion financière au sommet de ses priorités» selon Eng Ayman Hussein, Directeur adjoint pour les systèmes de paiement et les technologies de l'information à la Banque centrale égyptienne. M. Hussein a relevé que l'Égypte avait mis au point un cadre de banque électronique avec des priorités adaptées à la demande du marché et qu'elle recherchait le modèle le plus efficace pour assurer l'interopérabilité entre les différents fournisseurs de paiement sur mobile. La banque centrale est en «communication permanente» avec le secteur privé pour déterminer comment fournir des outils conviviaux pour les services bancaires mobiles.

Le Bangladesh a aussi retenu l'inclusion financière numérique parmi ses priorités. «Nous avons fait nos premiers pas dans l'inclusion financière numérique en 2011» a affirmé Shahjahan Mahmood, Président de la Commission de réglementation des télécommunications du Bangladesh, soulignant que l'on enregistre désormais 75 millions de transactions sur mobile par jour, alors que 40% seulement du marché est couvert par les services financiers mobiles. «Nous espérons que d'ici un an ou deux nous dépasserons tous les pays du monde dans le domaine de la fourniture de services financiers mobiles. Le succès du secteur fait partie de la philosophie du gouvernement, qui a lancé un programme très ambitieux intitulé Digital Bangladesh. D'ici à 2021, nous espérons connecter tous les habitants par des systèmes de données et de voix. Les services financiers mobiles sont une priorité de ce programme.»

Prochaines étapes

«Nous sommes à la fin de la première phase et entamons une deuxième phase [d'inclusion financière numérique]» a relevé Carol Benson, Associée principale de Glenbrook Partners et Vice Présidente du Groupe spécialisé de l'UIT sur les services financiers numériques. «Des progrès considérables ont été accomplis depuis 10 ans dans nombre de pays différents. On constate une compréhension de plus en plus approfondie de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas.»

Quelles sont les prochaines étapes? Mme Benson a cité deux objectifs principaux pour les 10 prochaines années: 1) appliquer les enseignements tirés aux pays où les transactions mobiles n'ont pas encore réussi; 2) atteindre la «liquidité numérique», c'est-à-dire que les utilisateurs acceptent de laisser leurs fonds sous forme numérique. «Même là où l'argent mobile est en plein essor, l'argent n'est pas gardé dans un portefeuille numérique» explique Mme Benson. «Il est bloqué dans un cycle de transactions en espèces avec toute la complexité que cela entraîne.»

Ces objectifs sont louables si l'on considère que 94% de l'argent mobile revêt toujours la forme de transferts entre personnes, selon Rory MacMillan, partenaire fondateur du cabinet d'avocats Macmillan Keck et auteur du document de travail présenté à la conférence préliminaire, intitulé *Digital Financial*

Services: Regulating for Financial Inclusion (Services financiers numériques: réglementer pour l'inclusion financière). «Nous sommes aux balbutiements de l'utilisation réelle de l'infrastructure mobile pour les prêts et l'accès à la finance, ce qui peut entraîner des transformations beaucoup plus profondes encore que les services d'envoi de fonds.»

«Le chemin à parcourir est encore très long» affirme M. MacMillan, mais la réglementation collaborative nous place sur la bonne voie. «L'environnement réglementaire est absolument crucial. Les études empiriques montrent que si l'environnement réglementaire est conçu d'une certaine façon la croissance et les services ont toutes les chances de se situer à un niveau beaucoup plus élevé que si ce n'est pas le cas.»

Un fort consensus se dégage pour estimer qu'il n'existe pas de «solution miracle» — chaque pays devra trouver sa propre voie. Toutefois, des appels ont été lancés en faveur d'éléments d'orientation internationaux.

«Il faut une forme d'orientation internationale pour [faire progresser l'inclusion financière]» a déclaré M. Idowu de chez Ericsson. «Comment fixer les objectifs? Comment savoir quand nous les avons atteints? De nombreux travaux sont en cours au sein de l'UIT. Ce que font les groupes est formidable, et je pense que si la dynamique se renforce, ce sera un grand pas en avant.»





Les téléphones portables relient un nombre croissant de Kényans à des outils et services financiers numériques

Les services financiers numériques et la nécessité d'un dialogue mondial

Par Sacha Polverini

Président du Groupe spécialisé et responsable du programme «Financial Services for the Poor» (Services financiers pour les pauvres) à la Fondation Bill & Melinda Gates

Le monde est à la fois dynamique et en pleine croissance. Malgré des difficultés évidentes, il devient dans l'ensemble plus riche et plus prospère et plus de personnes que jamais sortent de la pauvreté. Pour les habitants des pays à revenu faible ou moyen, les services financiers numériques peuvent représenter une voie pour s'affranchir de la pauvreté. Il existe de plus en plus de preuves des avantages commerciaux de ces services, des études montrant que le coût des transactions de paiement peut être réduit jusqu'à 90% si elles sont réalisées par des canaux numériques. La technologie numérique peut permettre de surmonter un des principaux obstacles qui ont rendu ces services hors de portée pour beaucoup: le fait qu'ils sont trop coûteux pour des individus dont les transactions s'élèvent à moins d'un dollar.

Toutefois, malgré la pénétration croissante des dispositifs mobiles (y compris des smartphones) et l'innovation technique permanente, on estime que 2 milliards de personnes dans le monde ne sont pas bancarisées. Alors que tout le monde a souvent besoin de réaliser des transactions pour acheter des produits et des services, la capacité à avoir accès ou à utiliser des services financiers classiques, notamment dans les pays en développement, se heurte à de nombreuses difficultés juridiques, culturelles, commerciales et financières, sans parler dans bien des cas de l'absence de systèmes d'identification nationaux fiables, ce qui rend extrêmement difficile pour les personnes démunies d'ouvrir ne serait-ce qu'un simple compte. Les secteurs public et privé peuvent donc faire beaucoup plus ensemble pour exploiter le potentiel

que les services financiers numériques peuvent apporter aux segments les plus vulnérables de la population mondiale en leur donnant accès aux services financiers classiques.

Au macroniveau, il est urgent d'élaborer des mécanismes permettant de mettre en œuvre de bonnes pratiques et des recommandations stratégiques pour permettre aux régulateurs, opérateurs et fournisseurs des secteurs des télécommunications et de la finance qui soutiennent les services financiers numériques de connaître une croissance organique et de toucher un plus grand nombre de personnes à bas revenus de façon durable. L'UIT, avec son Groupe spécialisé de l'UIT-T sur les services financiers numériques et le Dialogue mondial, permet un débat entre les régulateurs et opérateurs des services des télécommunications et

de la finance. Une collaboration entre ces deux secteurs est nécessaire, en plus d'une bonne compréhension des législations et des responsabilités.

Ce qui fonctionne

Dans le domaine réglementaire, mettre en œuvre les règles appropriées est essentiel pour attirer les investissements à moyen et long terme, assurer la sécurité juridique, éviter les arbitrages et permettre aux fournisseurs de service de développer leurs activités sans menacer la sécurité, la stabilité et l'intégrité du système financier. Le secteur des télécommunications n'a pas tardé à agir. Toutefois, dans nombre de pays, les nouveaux acteurs ont des difficultés à évoluer dans un environnement extrêmement réglementé et où pendant de nombreuses années seuls les acteurs financiers traditionnels pouvaient travailler. Commercialement, il faut une concurrence juste avec des règles du jeu équitables pour toutes les parties prenantes.

Il importe de mieux comprendre la façon dont les régulateurs des services des télécommunications et de la finance peuvent collaborer plus étroitement sur un marché très évolutif si l'on souhaite la réussite du système. Des exemples de coopération efficace entre autorités viennent, par exemple, d'Afrique de l'Est (c'est-à-dire de Tanzanie, du Kenya et d'Ouganda), où les régulateurs ont travaillé ensemble pour aborder des questions comme la protection des consommateurs, l'interopérabilité, la sécurité du réseau, où les compétences tendent à être partagées ou à se chevaucher. Les numéros de dispositifs mobiles devenant soudain des comptes bancaires, les clients sont de plus en plus perplexes quant aux rôles et responsabilités en cas de perturbation des services ou quant à l'interlocuteur auquel envoyer leurs réclamations en cas de litige.

Exemples de réussite

Il existe de nombreux exemples de réussite qui peuvent nous inspirer. Ainsi, depuis 2013, le gouvernement mexicain économise quelque 1,27 milliard de dollars US par an, soit 3,3% de ses dépenses totales, sur les salaires, pensions et prestations sociales. Comment? En numérisant et centralisant ses paiements à tous les fonctionnaires.

Un autre exemple est M-KOPA, qui a fourni de l'électricité solaire à plus de 330 000 foyers dans trois pays africains. Chaque système solaire domestique peut être remboursé par des versements quotidiens de sommes modiques en utilisant un téléphone portable. Des innovations comme celle-ci, qui permettent de résoudre élégamment des problèmes urgents, rendront les services financiers suffisamment attrayants pour que les individus soient disposés à prendre le risque d'abandonner l'économie fondée sur les espèces qu'ils connaissent et dans laquelle ils ont confiance.

Des crédits numériques — de petits prêts accessibles instantanément par des dispositifs mobiles — sont de plus en plus proposés dans les pays à faible revenu, notamment en Afrique subsaharienne. Un des premiers à atteindre une certaine envergure en peu de temps est M. Shwari, un produit d'épargne et de crédit lancé au Kenya en 2012 et désormais exporté dans des pays voisins. Ce service est utilisé par des millions de personnes, dont un pourcentage élevé se trouvent en dessous du seuil de pauvreté et n'ont pas d'antécédents en matière de crédit, ce qui signifie qu'elles n'ont pas accès aux fournisseurs de crédit. En utilisant d'autres données — temps d'utilisation, recharge de crédit, nombre de transferts P2P, etc. il est aujourd'hui possible d'élaborer d'autres systèmes de notation qui ont fait preuve d'un niveau élevé de prévisibilité.

Les exemples ci-dessus montrent comment la technologie stimule l'apparition de nouvelles applications et de modèles commerciaux novateurs, même si l'évolutivité et la rentabilité restent de grands défis.

Groupe spécialisé de l'UIT-T sur les services financiers numériques

Il n'existe pas de solution unique convenant à tous. Les pays peuvent tirer des enseignements les uns des autres et adapter les mesures au contexte national. Toutefois, ces mesures ne peuvent être reproduites sans être ajustées aux besoins locaux. Le groupe spécialisé fournit un kit pratique qui peut être adapté. D'ici au début de janvier 2017, date de la fin de notre mandat, nous publierons une série de documents qui comprendront des rapports qui seront examinés par les commissions d'études de l'UIT-T qui pourraient adopter un ensemble de recommandations pouvant être utilisées par des parties prenantes très diverses. Les produits du Groupe spécialisé seront des outils, des principes et des lignes directrices qui auront plusieurs objectifs: contribuer à clarifier les rôles et les responsabilités des régulateurs des services de télécommunication et des services financiers au sein du Groupe spécialisé; élaborer des lignes directrices pour parvenir à des solutions de paiement sur mobile interopérables; examiner le cadre de l'architecture des plates formes offrant des services numériques financiers; et fournir des orientations politiques sur la marche à suivre pour obtenir des liquidités numériques. En outre, le Groupe spécialisé examinera les questions de sécurité, de protection des consommateurs et de confidentialité des données. Notre objectif est de contribuer à accélérer les travaux menés dans le monde entier par les décideurs, les acteurs influents et les fournisseurs locaux d'assistance technique dans le domaine de l'inclusion financière numérique.

La réglementation collaborative: les enseignements tirés de l’Egypte

Par l’Autorité nationale de réglementation des télécommunications de l’Egypte (NTRA)

Depuis une vingtaine d’années, les technologies de l’information et de la communication (TIC) sont de plus en plus présentes lorsqu’il s’agit de prendre en compte les besoins, les intérêts, les connaissances et les compétences à travers le monde.

Aujourd’hui, les applications et les services électroniques mobiles jouent un rôle vital dans plusieurs domaines tels que l’éducation, la santé, le transport, l’énergie, l’agriculture, le changement climatique, etc. Les TIC sont devenues le moteur du développement durable et intelligent.

Cependant, la technologie et l’innovation vont souvent plus vite que les réglementations destinées à préparer le terrain pour une mise en œuvre réussie. Les régulateurs doivent par conséquent collaborer avec toutes les parties prenantes pour rester au plus près de la courbe des développements technologiques et industriels — et pour transformer les défis d’aujourd’hui en opportunités potentielles.



Un environnement réglementaire collaboratif peut renforcer le rôle des TIC dans le développement et accroître le bien-être social et économique des consommateurs grâce à une plus grande efficacité, une meilleure qualité de service (QoS), la liberté de choix et la possibilité pour les consommateurs d’exercer dûment leurs droits. La réglementation collaborative peut avoir un effet positif sur la concurrence et l’économie dans son ensemble. De plus, la transparence et l’harmonisation de la réglementation entre les différentes entités d’un pays soutiennent la croissance du marché et attirent les investissements.

Au fil des ans, l’Autorité nationale de réglementation des télécommunications de l’Egypte (NTRA) a tiré de précieux enseignements de son expérience quant à la façon de coordonner les efforts de réglementation au niveau national. Il s’agit d’une évolution que nous souhaiterions partager.

Qu’est-ce que la réglementation collaborative?

La réglementation collaborative signifie: une coordination et des interactions effectives et régulières; un partage du savoir, de l’expérience et des ressources; l’exploitation des synergies; l’identification des chevauchements réglementaires possibles; et le développement d’approches concertées en matière de politiques et de réglementations. Il faut par ailleurs renforcer la collaboration entre les organismes gouvernementaux nationaux, d’une part, et les organisations régionales et mondiales, d’autre part.

Rappelons qu’à la fin des années 90, lorsque l’Egypte a entamé son programme de libéralisation et de réforme du secteur, le gouvernement avait tenu à impliquer toutes les entités publiques et privées compétentes pour échanger sur le processus de réforme du secteur des télécommunications.

Ajoutons à cela le fait que la Loi sur les télécommunications (Loi N° 10) a été votée en 2003, suite à un large dialogue à l'échelle communautaire impliquant les entreprises, les organisations de protection des consommateurs, les organisations non gouvernementales (ONG) et les milieux universitaires.

Depuis sa création en 2003, par la Loi télécommunications N° 10, la NTRA coopère efficacement avec les acteurs du marché dans le secteur des télécommunications, mais aussi avec d'autres organisations dans différents secteurs afin de maximiser les avantages et d'améliorer la capacité à relever de nouveaux défis dans cet environnement dynamique.

Le marché et les consommateurs en ligne de mire

En 2011, la NTRA a signé un protocole de coopération avec l'*Egyptian Competition Authority* (ECA) pour concrétiser l'intention des deux parties d'accorder une attention particulière aux intérêts du marché et des consommateurs. Le but de ce protocole est de faciliter la coopération et l'échange d'informations entre les deux parties, la fourniture réciproque d'un appui technique et l'unification des méthodes d'analyse économique et juridique.

La NTRA coopère également avec l'Autorité égyptienne de protection des consommateurs (ECPA) en matière de traitement des plaintes des consommateurs et a lancé une campagne de sensibilisation sous le slogan «Connaissez vos droits» dans tous les gouvernorats égyptiens, pour sensibiliser les consommateurs

à diverses questions relatives aux télécommunications.

En outre, le Comité de protection des droits des consommateurs (CRPC) — établi conformément à la Loi N° 10 de 2003 — est responsable de la protection, de l'éducation et de la représentation des consommateurs de télécommunications dans un marché en constante évolution. Il collabore avec le secteur commercial des télécommunications, des groupes de consommateurs et les citoyens, afin de développer et de mettre en œuvre des solutions innovantes pour résoudre les problèmes des consommateurs. Enfin, le CRPC entend dynamiser le rôle des ONG en les invitant à tenir des réunions conjointes sur la façon dont elles pourraient déployer des efforts continus au bénéfice des consommateurs de télécommunications.

Collaboration avec le gouvernement et les milieux universitaires

Pour assurer une gestion aussi saine que possible de la croissance des TIC sur le plan environnemental, le Ministère égyptien des communications et des technologies de l'information (MCIT) et le Ministère des affaires environnementales (MEA) mettent en œuvre une «stratégie TIC vertes» convenue dans un mémorandum d'accord conclu entre les deux agences. La NTRA a par ailleurs signé un autre protocole avec la MEA pour définir les termes et spécifications techniques et environnementales dans le cadre de la construction de sites mobiles d'une manière plus sûre selon les normes internationales.

La NTRA collabore également avec les universités locales et les institutions scientifiques pour soutenir les activités de recherche nationales dans le secteur des télécommunications et dans d'autres secteurs, dont la santé, l'éducation et les médias. L'objectif consiste à combler le fossé entre les activités universitaires et les développements techniques, les visions politiques et les besoins du marché.

Conformément à la mise en œuvre du plan national pour le large bande (e-Misr), la NTRA collabore avec différents ministères en vue de répondre à leurs besoins en matière de services large bande. Des comités administratifs et de surveillance ont été conjointement créés par la NTRA et les ministères qui suivent les progrès réalisés et facilitent la prévention des entraves, comme outil au service du plan de mise en œuvre.

Coopération intersectorielle

La NTRA travaille aussi actuellement avec la Banque centrale d'Égypte (CBE), les opérateurs mobiles, les banques et d'autres intervenants afin d'évaluer et d'améliorer les services mobile money en Égypte, d'introduire de nouveaux services tels que les envois de fonds internationaux et d'ouvrir la voie à l'inclusion financière numérique pour un plus grand nombre d'Égyptiens.

La construction d'une nouvelle capitale — dont le nom n'est pas encore connu — à l'est du Caire est aujourd'hui l'un des grands projets du pays. Le Gouvernement égyptien a déjà pris des mesures sérieuses pour la planification et la mise en œuvre de la nouvelle capitale et envisage d'utiliser les TIC pour construire une véritable ville durable et intelligente en collaboration avec plusieurs secteurs, dont l'immobilier, les TIC, l'énergie, les transports, l'éducation et la santé parmi d'autres.

Travail avec les organismes régionaux

En plus de toutes les initiatives mentionnées ci-avant, la NTRA coopère efficacement avec d'autres organismes de réglementation aux niveaux régional et international. La NTRA est un membre actif dans les réseaux régionaux tels que le réseau des régulateurs pour les pays arabes (ARNET), le Marché commun pour l'Afrique de l'Est et australe (COMESA) et le Groupe euro-méditerranéen des régulateurs (EMERG) de même que dans les organisations internationales telles que l'UIT. La NTRA a également signé plusieurs accords bilatéraux avec des homologues dans d'autres pays, afin de partager les expériences sur divers aspects de la réglementation.

En conclusion, la réglementation collaborative peut s'avérer fort bénéfique pour la concurrence et l'économie dans son ensemble. Les gouvernements devraient par conséquent veiller à améliorer la coordination entre les organismes de réglementation pour le bénéfice ultime des consommateurs et promouvoir une réglementation économique cohérente et uniforme dans les différents secteurs. L'harmonisation transfrontière et le renforcement de la collaboration entre les organismes gouvernementaux nationaux et les organisations régionales et internationales sont également essentiels. Enfin, il est important que les organisations internationales aident aussi les pays en développement à construire des capacités institutionnelles en partageant des expériences et des études de cas réussies de collaboration potentielle.

BOOKshop

HOOK UP!

Order now at <http://www.itu.int/en/publications/Pages/default.aspx>

For more information, please contact sales@itu.int



